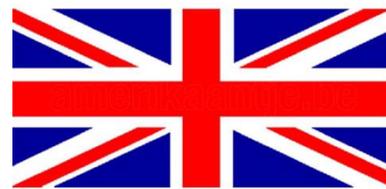


# Le Royaume Uni en 2030



## Démographie et économie

Grâce à un taux de natalité relativement stable et un solde migratoire légèrement positif, la population britannique continue d'augmenter et est moins confrontée qu'ailleurs au problème du vieillissement.

Le déséquilibre continue de se creuser entre le sud, autour du Grand Londres qui reste très attractif malgré une grave crise du logement, et le centre et le nord que la jeunesse fuit. Plus généralement, les espaces périphériques (petites villes et campagnes) sont désertés au profit des grandes métropoles. La crise des vocations affecte tout particulièrement le monde agricole.

Par ailleurs, la montée des eaux offre de sombres perspectives aux régions littorales, surtout celles de l'ouest et du sud. De graves inondations touchent les régions du nord de l'Angleterre, déjà très affectées par le recul des activités. Dans ce contexte, on redécouvre le rôle de l'État et l'utilité d'une planification dans la gestion et l'aménagement des territoires.

A contrario, le réchauffement climatique permet de développer de nouvelles filières dans l'agriculture, comme la viticulture, et favorise le tourisme.

## Régime politique

Keir Starmer (travailliste, gauche) est toujours premier ministre, mais Reform UK, le parti d'extrême-droite de Nigel Farage, a connu d'importants succès électoraux en 2029 qui en font la 2<sup>e</sup> force politique, devant les tories (droite).

Les progrès dans la lutte contre le réchauffement climatique réduisent les tensions avec la jeunesse engagée et des groupes militants comme *Extinction Rebellion* ou *Just Stop Oil*.

En Ecosse, le SNP (parti indépendantiste écossais) a retrouvé la première place qu'il avait perdu en 2024 au profit des travaillistes. L'hypothèse d'un référendum d'autodétermination est relancée et les sondages laissent penser que l'Ecosse pourrait se détacher du Royaume-Uni. En Irlande du Nord, la popularité du Sinn Féin, le parti nationaliste favorable à la réunification de l'île, s'est encore renforcé, notamment auprès de la jeunesse. Là aussi la possibilité d'un référendum d'autodétermination est de plus en plus souvent évoquée.

## Relations internationales

Les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne se sont largement améliorées ; de nouveaux accords commerciaux et de pêche ont été signés, mais aussi en matière stratégique. Cette coopération nouvelle s'est notamment matérialisée dans le cadre du dossier ukrainien.

Le soutien militaire du R-U à l'Ukraine a permis une plus grande implication de l'OTAN et la création d'une zone aérienne protégée, et in fine des avancées vers le sud avec la reconquête de Marioupol. Le budget de la défense du R-U a d'ailleurs atteint 3 % du PIB.

La diplomatie britannique, en coordination avec la diplomatie française, a aussi joué un rôle crucial dans la négociation qui a permis de mettre fin au conflit israélo-palestinien avec la création d'un État palestinien à côté d'Israël. L'image d'un « deux poids deux mesures » qui collait à la politique étrangère britannique s'est quelque peu estompée, et l'image du R-U s'est nettement améliorée dans le Sud global. Des accords de partenariat ont réuni au Moyen-Orient autour du Royaume-Uni l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, Oman, la Jordanie, et un dialogue s'est noué avec l'Iran. La diplomatie britannique a aussi joué un rôle dans la cessation des combats au Soudan, avec un programme international lancé à son initiative pour l'aide à la reconstruction du pays.

La « relation spéciale » avec les Etats-Unis représente toujours un aspect important de la politique étrangère du Royaume-Uni, mais celle-ci se veut plus équilibrée et diversifiée, tout en continuant sa stratégie d'endiguement vis-à-vis de la Chine, en adéquation de ce point de vue avec la politique américaine. Le R-U pousse notamment à réformer les institutions internationales traditionnelles (ONU, FMI & Banque mondiale, G7/G20...) pour répondre davantage aux aspirations des pays du Sud global.

Les efforts du R-U pour accélérer la transition énergétique du pays ont été considérables, et les investissements records dans les énergies renouvelables font du pays un modèle et une voix qui compte dans les négociations à la COP. En décembre 2024, le premier ministre Keir Starmer a décidé de ne plus accorder de nouvelles licences d'exploration de pétrole et de gaz en Mer du Nord. Et en janvier 2025, les poursuites engagées par Oceana UK, une organisation de protection du milieu marin, aboutissent à l'annulation de 31 licences délivrées sous le précédent gouvernement conservateur. Ces décisions ont pour effet de mettre la pression sur la Norvège, très dépendante aux hydrocarbures et dont les sociétés sont également très présentes en Mer du Nord.